

# L'UNION DE LA GAUCHE AU PORTUGAL : UNE « BELLE ALLIANCE »

Nathalie de Oliveira\*

\*Adjointe au maire de Metz, élue du Conseil national du Parti socialiste portugais et responsable fédérale, déléguée à l'Europe à la fédération socialiste de Moselle.

Le Portugal ou *República Portuguesa*, ce petit pays rectangulaire, « là où la terre finit et la mer commence »<sup>1</sup>, ayant connu plusieurs siècles de monarchie et de révolutions, comme quelques autres voisins d'Europe, vient de vivre un épisode historique majeur, sans précédent : l'alliance inédite et inespérée entre le Parti socialiste de António Costa, le Parti communiste<sup>2</sup> de Jerónimo de Sousa et le Bloc de gauche<sup>3</sup> de Catarina Martins. Cette « belle alliance » aura eu raison d'un gouvernement pourtant majoritaire, arrivé en tête du scrutin des élections législatives, le 4 octobre 2015, un gouvernement de coalition *a priori* uni des conservateurs et du centre-droit, PPD-PSD/CDS-PP, dite PàF (*Portugal à Frente*) de Pedro Passos Coelho et de Paulo Portas, victorieuse pendant cinq semaines et qui aura gouverné seulement 27 jours. Lors de la présentation du programme du gouvernement, le 10 novembre, la gauche, quant à elle unie *a posteriori* et majoritaire à l'Assemblée (*Assembleia da República*), a déposé et approuvé une motion de censure contre le programme conservateur. Le gouvernement tombe aussitôt et l'avenir de la démocratie portugaise frappe à la porte de Belém, le palais présidentiel, pour connaître la décision du président de la République, Aníbal Cavaco Silva, sans pouvoir exécutif, quant à confier ou non les clés du pouvoir à la gauche.

Chose faite le 24 novembre 2015, après que le Parti socialiste a répondu la veille, avec peine, à six exigences d'ordre constitutionnel demandées par la présidence de la République. Élu suite à une élection primaire également inédite le 28 septembre 2014, à la tête du Parti socialiste portugais, comme l'exigeait la tradition pour briguer le mandat de Premier ministre, António Costa est effectivement nommé (*indigitado* qui signifie littéralement « pointé du doigt »), à cette fonction et est chargé de former un gouvernement, soutenu par le reste de la famille de gauche, de laquelle le destin du PS était séparé depuis les prémices de la démocratie, à l'aube du 25 avril 1974. À noter que le Parti communiste et le Bloc de gauche n'ont pas souhaité entrer au gouvernement.

1. Luís de Camões, « *Lusiades* », poème épique écrit en 1556, après son retour des Indes et publié en 1572.
2. La Section portugaise de l'Internationale communiste, dont une des figures les plus connues est celle du résistant exilé Álvaro Cunhal, est fondée en 1921.
3. Fondé en 1999, né de la fusion de quatre petits partis marxistes-léninistes révolutionnaires qui perce aux élections législatives de 2005.

Ainsi, avant d'envisager l'avenir que promet cette concorde inespérée de la gauche au Portugal et de tous les Portugais, fondée sur un programme commun de 138 pages, garantissant l'impératif de stabilité dans la gouvernance, dans un pays très abîmé par l'austérité, nous reviendrons sur quelques marqueurs essentiels et singuliers de l'identité politique et institutionnelle du Portugal, notamment un parlementarisme jamais remis en cause, malgré quelques crises politiques majeures. Nous évoquerons l'espace politique en recomposition, celui qui a permis aux socialistes, même sans hégémonie, de vivre une année inédite de conquête du pouvoir, achevée par cinquante jours de patience et de résistance face aux doutes semés par la droite contre la crédibilité pour la « belle alliance », celle qui doit refaire « sur chaque visage l'égalité » (*Em cada rosto igualdade*)<sup>4</sup>, dotée désormais d'un gouvernement socialiste fait d'expériences et de compétences solides proposant des jours meilleurs au Portugal<sup>5</sup>.

## Une démocratie parlementaire vivante et trébuchante

Le 5 octobre 2015, jour de la commémoration de la I<sup>ère</sup> République qui n'est plus férié, comme trois autres jours historiques pour le Portugal, la coalition des conservateurs gagne les élections législatives. Sans vergogne, le 25 avril, naissance de la II<sup>e</sup> République, avait également été dans leur ligne de mire. Pourtant, si le peuple portugais traîne un complexe d'infériorité notoire, y compris parmi les quelque six millions d'entre eux résidant à l'étranger<sup>6</sup> se qualifiant eux-mêmes comme originaires d'un pays petit périphérique, son histoire est millénaire. António Lobo Antunes<sup>7</sup>, figure littéraire portugaise, affirme, au contraire, fièrement le Portugal comme grand et central, revendiquant ses progrès en matière sociale, et notamment, pendant les gouvernements socialistes. Cette jeune démocratie parlementaire émane d'un premier essai de République échoué, un 5 octobre 1910, issu du souffle de la Révolution française, et animé par des intellectuels de la génération 70, tels Eça de Queirós<sup>8</sup> et Antero de Quental<sup>9</sup> qui rêvaient « pour tous, la richesse ; pour tous, l'égalité ; pour tous, la lumière ».

Cette I<sup>ère</sup> République méconnue, née un 5 octobre 1910, aux aspirations démocratiques, a été dominée par l'influence du PRP (Parti républicain portugais) d'Afonso Costa. Une Constitution promulguée en 1911 instaure un régime parlementaire bicaméral, et prévoit

---

4. « Grândola Vila Morena », chanson révolutionnaire, composée par José Afonso, deuxième signal de l'avènement de la Révolution des Œillets, sur les ondes de la Radio clandestine *Renascença* à minuit vingt, le 25 avril 1974.

5. [www.portugal.gov.pt/pt.aspx](http://www.portugal.gov.pt/pt.aspx)

6. <http://observatorioemigracao.pt/np4/4639.html>

7. António Lobo Antunes, né le 1<sup>er</sup> septembre 1942 à Benfica (Lisbonne), est un écrivain et psychiatre portugais.

8. José Maria Eça de Queirós est un écrivain naturaliste, dit le « Zola » portugais, et diplomate.

9. Antero de Quental, « Prince de la Jeunesse », traducteur de Goethe, poète et philosophe, polémiste redouté, fondateur d'associations ouvrières et de journaux politiques, introducteur au Portugal de l'Association Internationale des Travailleurs, *in* República, 1870.

notamment la séparation de l'Église et de l'État. Mais le pays, à l'exception de la bourgeoisie urbaine, d'ailleurs elle-même assez divisée, et dont le nouveau régime a adopté plus ou moins les valeurs, reste très archaïque. La I<sup>ère</sup> République, dans un contexte de crise économique et financière extraordinairement difficile, notamment dû à l'effort de guerre dans le conflit mondial de 1914-1918, finit par mourir en 1926, écrasée par l'idéologie autoritaire de l'État nouveau (*O Estado Novo*), d'António Oliveira Salazar<sup>10</sup>, qui réduira cette II<sup>e</sup> fausse République au silence total pendant la moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il faudra attendre l'aube du 25 avril 1974, jour de la Révolution des Œillets (*A Revolução dos Cravos*), « ce jour premier, entier et limpide »<sup>11</sup>, pour donner toutes ses chances à la III<sup>e</sup> République, toujours vivante.

Le 25 avril 1974, le Mouvement des forces armées (MFA), dirigé par Otelo Saraiva de Carvalho<sup>12</sup>, lance une offensive coordonnée à travers tout le pays pour s'emparer de plusieurs bâtiments stratégiques. Les chars entrent dans Lisbonne. La population, sommée de rester chez elle, sort néanmoins et orne d'œillets rouges les fusils des soldats insurgés, « les Capitaines d'avril », d'où le nom de « Révolution des Œillets » donné à ce soulèvement. « À peine » cinq victimes, membres de la PIDE (police d'État), marquent la fin du règne salazariste. Marcelo Caetano, nommé président du Conseil le 28 septembre 1968 en lieu et place de Salazar malade, réfugié dans une caserne de gendarmerie, accepte de renoncer à ses fonctions et, avant de s'exiler au Brésil, de remettre le pouvoir au général Spínola<sup>13</sup>, qui a le soutien des insurgés. Une junte de salut national est formée le lendemain du 25 avril. La tenue d'élections libres, la libération de prisonniers politiques et le retour d'exilés politiques sont organisés, en même temps que le développement économique et la décolonisation. C'est le moment des 3D<sup>14</sup> jusqu'à l'entrée du Portugal dans la CEE (Communauté économique européenne) avec l'apposition de la signature de Mário Soares<sup>15</sup> sur le Traité de Rome en février 1986.

L'élaboration de la Constitution de la République portugaise a été le fruit d'un travail passionné, en Assemblée constituante, dans un climat digne du coup d'État manqué du 25 novembre 1975 après la tenue des premières élections libres du 25 avril 1975, largement remportées par le Parti socialiste, ex-ASP (Action socialiste portugaise), créé en exil le 19 avril 1973, à Bad Münstereifel, en Allemagne. La Constitution du Portugal fut définitivement adoptée par l'Assemblée constituante le 2 avril 1976 et entra en vigueur le

---

10. Enseignant universitaire, économiste et homme d'État portugais, sous le régime dictatorial de l'État nouveau (*Estado Novo*).

11. « 25 de Abril », poème révolutionnaire de Sophia de Mello Breyner, députée socialiste de l'Assemblée constituante, dans le recueil *O Nome das Coisas (Le Nom des Choses)*, 1977.

12. Militaire et l'un des stratèges de la Révolution des Œillets.

13. Militaire et homme politique, il fut le premier président de la République après le coup d'État du 25 avril 1974.

14. Démocratisation, décolonisation et développement sont les trois grandes priorités du régime démocratique en 1974.

15. Résistant, emprisonné douze fois, fondateur du PS, député, Premier ministre entre 1976-1978 et 1983-1985, président de la République entre 1986-1996.

[www.franceculture.fr/emission-la-fabrique-de-l-histoire-histoire-du-portugal-44-2014-04-24](http://www.franceculture.fr/emission-la-fabrique-de-l-histoire-histoire-du-portugal-44-2014-04-24)

25 avril suivant, soit deux ans jour pour jour après la Révolution des Œillets. Composée de 311 articles, elle fut révisée à sept reprises. La Constitution de 1976 est fortement marquée par les idées socialistes qui ont porté la Révolution. Ainsi, l'article 9 énonce que l'État vise à socialiser les moyens de production. Ces références idéologiques seront effacées lors de la première révision du 30 septembre 1982. La dernière révision constitutionnelle a été faite pour approuver le référendum sur la Constitution européenne de 2005 et le Traité de Lisbonne. La huitième révision de 2010, intitulée « Une Constitution pour le XXI<sup>e</sup> siècle », est restée à l'état de projet, à l'Assemblée, qui a la compétence, au premier chef, de l'initiative de révision.

Le Portugal est, ainsi, une République constitutionnelle parlementaire et présidentielle depuis 1974. Concrètement, cela signifie que le pouvoir exécutif est détenu essentiellement par le président de la République et qu'il le partage avec le Premier ministre et le gouvernement qu'il a nommés. On peut aussi parler de régime semi-présidentiel, qui le rapproche, sur le papier, du modèle institutionnel français. En quoi le régime portugais ressemble-t-il à celui de la V<sup>e</sup> République ? Les deux empruntent des traits des régimes parlementaires et présidentiels. Le chef de l'État est élu au suffrage universel et peut dissoudre l'Assemblée. Il y a pourtant un bicéphalisme de l'exécutif puisque le chef de gouvernement est distinct du président de la République. Deux distinctions majeures, cependant, qu'il faut relever dans la Constitution portugaise : le gouvernement est responsable à la fois devant le président de la République et le Parlement monocaméral constitué de 230 députés dont quatre de l'étranger, pour un mandat de quatre ans. Il s'agit donc d'un régime dualiste.

Cette structuration a amené à quelques situations instables dans la vie de la démocratie portugaise où la majorité victorieuse en voix aux élections législatives, basée sur la méthode de la clé D'Hondt (scrutin proportionnel uninominal), ne correspond pas toujours à la majorité du Parlement qui légifère et/ou au gouvernement qui gouverne.

Quelques exemples en guise d'illustration s'imposent. Le premier mandat à la primature du socialiste d'António Guterres a été le seul gouvernement, sans soutien de la majorité à l'Assemblée, à terminer les quatre ans de législature, entre 1995 et 1999. En octobre 1999, Guterres renforce sa victoire, mais le gouvernement n'a exactement que la moitié des députés pour agir sereinement. Il est contraint de démissionner en décembre 2001. Le gouvernement minoritaire le plus récent a été élu en septembre 2009, mené par José Sócrates<sup>16</sup>, Premier ministre à l'époque, qui gouverna, doté d'une majorité absolue, de 2005 à 2009. Il démissionnera en mars 2011, sans majorité parlementaire pour valider son budget. Enfin, au-delà des difficultés que les gouvernements minoritaires affrontent pour finir la législature, le Portugal a aussi vécu la chute de gouvernements pourtant soutenus par des majorités parlementaires. Le gouvernement socialiste d'António Costa, soutenu par la gauche radicale – la « belle alliance » à l'Assemblée, n'est pas à l'abri d'une chute,

---

16. Dirigeant socialiste, ancien député et ancien Premier ministre du Portugal (2005-2011).

même si ses partenaires ont déclaré, à maintes reprises, l'intention de respecter leur signature, impératif de stabilité politique dont ils sont les premiers garants.

## L'épopée socialiste en trois actes : des élections primaires à la nouvelle Assemblée nationale du 5 octobre 2015 et au gouvernement d'António Costa

Après la défaite aux élections législatives anticipées du 5 juin 2011, le gouvernement socialiste tombe, à la suite d'une alliance contre nature de la droite et de la gauche radicale le 15 mars 2011, qui votèrent en bloc contre le plan d'équilibre budgétaire PEC4 (le quatrième plan d'économies) de José Sócrates. Celui-ci démissionne et quitte la vie politique y compris son poste de Secrétaire général du Parti socialiste portugais, pour s'exiler à Paris et devenir commentateur politique sur la RTP (Radio & télévision portugaise) publique. Suite à cette rude défaite, le Parti socialiste organise son XVIII<sup>e</sup> Congrès à Braga en septembre 2011, avec pour slogan « Les personnes, d'abord ». António José Seguro<sup>17</sup> dispute le leadership à Francisco Assis<sup>18</sup>, qui deviendra en 2014 un soutien précieux contre la candidature inattendue d'António Costa. António José Seguro sort victorieux avec 75,73 % des votes militants, prêt à proposer une alternative crédible aux Portugais, aidé des vingt fédérations socialistes actives à travers le pays. António Costa ne manifestait aucune ambition de présider au destin ni du Parti socialiste portugais, ni du Portugal. Pour la première fois de l'histoire du Parti socialiste, António José Seguro nomma une femme présidente du Parti, Maria Roseira de Belém<sup>19</sup>, aujourd'hui candidate à l'élection présidentielle du 24 janvier 2016. Déterminé, il rénove les statuts pour placer, à nouveau, les quelque 150 000 militants actifs au cœur de la machine militante, s'inspirant d'ailleurs des statuts et de la pratique du Parti socialiste français. En l'occurrence, les propositions essentielles visaient la désignation des candidats par les militants et non plus pour 30 % des listes par le secrétaire général et le restant par les fédérations. La réduction du nombre de députés (230 à 181) et l'abandon du scrutin de liste à la proportionnelle pour passer à une élection en scrutin uninominal proportionnel étaient également deux propositions importantes.

Dès lors, le travail se concentra très rapidement sur la préparation d'un programme de gouvernement en vue des élections législatives de l'automne 2015. Cependant, António Costa rend publics, début 2013, des désaccords sur la stratégie du PS. António José Seguro convoque un Conseil national dont sortira un texte commun, signé par les deux hommes, « l'Accord de Coimbra », qui taira en une année à peine l'ambition désormais pleinement assumée d'António Costa de devenir le prochain Premier ministre. Cependant, la stratégie d'António José Seguro portera ses fruits et permettra au PS de gagner les

---

17. Ancien député et ancien Premier secrétaire du PS portugais de mars 2011 à septembre 2014.

18. Député européen.

19. Ancienne députée et ministre de la Santé, candidate à l'élection présidentielle en 2016.

# L'UNION DE LA GAUCHE AU PORTUGAL : UNE « BELLE ALLIANCE »

élections intermédiaires : 150 municipalités sur les 308 ravies à la droite en octobre 2013 et une victoire aux élections européennes de mai 2014 qui rassurent les militants et affirment une dynamique de conquête du pouvoir pour le Parti socialiste, dans le cadre des législatives de 2015.

Victoires jugées « gagnées de trop peu » (*por poucochinho*) par António Costa, n'ayant jamais renoncé à l'ambition de devenir Premier ministre du Portugal. Il se lance à la conquête de son parti, en s'attaquant au bilan de secrétaire général, António José Seguro, en exigeant la tenue d'un Congrès extraordinaire. António José Seguro convoque plusieurs Conseils nationaux et bureaux politiques pour choisir l'option des élections primaires dont les modalités sont définies en juillet 2014 et dont la date est arrêtée au 28 septembre 2014, au Portugal et dans les 29 sections du PS de l'étranger. « Puisqu'un problème politique est posé, il faut y répondre par une solution politique », commente António José Seguro, à l'ensemble de la presse. Cette campagne des primaires inédite divise le Parti socialiste portugais comme une partie de l'opinion publique, qu'António Costa finira par convaincre néanmoins, et sans équivoque, avec une majorité avec plus de 69,6 % des 174 156 des suffrages exprimés. La bataille ne s'est pas jouée sur le fond idéologique et programmatique mais plutôt sur une capacité à incarner et réaliser le programme politique, élaboré par le Laboratoire des idées et des propositions du PS (LIPP) et accepté par António Costa qui appelle au rassemblement et à la mobilisation « Mobilizar Portugal », le leitmotiv de la campagne électorale socialiste de 2015.

La séquence des élections primaires est sans précédent dans l'histoire du Parti socialiste portugais et du Portugal et la séquence passionnée française y aura été pour beaucoup. Si la victoire d'António Costa est sans équivoque, celle des élections législatives est une défaite transformée en victoire, in fine, en respectant la parole des urnes qui a choisi de donner une majorité en siège à la famille de gauche. La campagne électorale officielle est brève, du 20 septembre au 3 octobre 2015. Dès la victoire d'António Costa aux élections primaires, le Parti socialiste sera visé par des critiques, certes habituelles, qui taxent son programme d'irresponsable, idéal pour faire déraper les déficits et entraîner le pays vers le défaut de paiement, comme en Grèce. Les urnes ont parlé : non à la droite conservatrice du PPD-PSD/CDS-PP et pas tout à fait oui au Parti socialiste. Les sondages avaient annoncé une victoire en demi-teinte de la droite coalisée pour laisser le Portugal dans une des situations politiques « sur le fil » décrites plus haut. Les indécis le restèrent jusqu'à la veille de l'élection en rejetant la coalition de droite (720 000 votes, soit 12 % perdus). Le PS progresse faiblement en nombre de voix, de 28,06 % et 74 députés en 2011 à 32,31 % et 86 députés en 2015, loin de 45,03 % et ses 121 députés aux élections législatives de 2005. Une question importante s'impose au Portugal mais aussi dans d'autres pays européens : le PS parviendra-t-il à retrouver une majorité absolue, à l'avenir ? Les urnes espagnoles ont posé cette même question au PSOE le 20 décembre 2015.

# L'UNION DE LA GAUCHE AU PORTUGAL : UNE « BELLE ALLIANCE »

Enfin, une abstention inquiétante ne cesse de progresser, comme partout en Europe, quelque que soit l'élection. En effet, en une décennie, il faut constater une augmentation qui frôle les 10 points, presque 36 % en 2005 et plus de 44 % en 2015.

Enfin, la nouvelle majorité parlementaire n'a pas attendu la prise de fonction du gouvernement d'António Costa pour revenir sur certaines mesures votées par les conservateurs, comme l'annulation de la gratuité de l'IVG. La gratuité de l'IVG retrouvée et la loi permettant l'adoption aux couples homosexuels sont votées le 20 novembre 2015.

La nouvelle Assemblée nationale portugaise (*Palacio de São Bento*) est composée de 66 % d'hommes, âgée en moyenne de 48 ans et ayant effectué des études supérieures pour 61 % d'entre eux.

Partis politiques au Portugal	Nombre de sièges
PPD-PSD (Parti social-démocrate)	89
CDS-PP (Centre démocratique et social-Parti populaire)	18
PS (Parti socialiste)	86
BE (Bloc de gauche)	19
PCP (Parti communiste portugais)	15
PEV (Parti écologiste, « Les Verts »)	2
PAN (Parti pour les animaux et la nature)	1

Le gouvernement est composé de 17 ministres et fut présenté au président de la République le jour de la « nomination » d'António Costa, le 24 novembre, en dépit de l'effort explicite d'Aníbal Cavaco Silva qui avait pourtant essayé d'éviter absolument ce scénario du 26 novembre 2015 historique pour le Parti socialiste, en nommant aussitôt Pedro Passos Coelho le 30 octobre, sans considérer l'éventualité de la chute des conservateurs tout en diabolisant bruyamment cette union « contre nature » de la gauche rassemblée, qui, à ses yeux, échouera comme l'épopée grecque de Syriza. Cependant, l'impératif de tourner la page de l'austérité a permis l'union du Parti socialiste et de la gauche radicale qui progresse de six points depuis 2011. L'exécutif complet a été présenté le 25 novembre et la prise de fonction (*Tomada de posse*) est intervenue le 26 novembre dans le *Palacio da Ajuda*, en présence du président de la République. Trois jours exceptionnels au cours desquels, pour la première fois dans l'histoire du Portugal, une femme noire, d'origine angolaise, Francisca Van Dunem, magistrate, est nommée à la tête du ministère de la Justice et une autre femme, Ana Sofia Antunes, aveugle, secrétaire d'État, à l'inclusion des personnes porteuses de déficiences, ancienne présidente d'une association. Trois jours pour renouer avec le pacte républicain portugais, menacé immédiatement par les déclarations du président de la République, rappelant son pouvoir de dissolution de l'Assemblée, avant même qu'il ne quitte ses fonctions le 25 janvier 2016.

Le programme du vingt-et-unième gouvernement constitutionnel du Portugal, à majorité socialiste, composé de 17 ministres dont quatre femmes et de 41 secrétaires d'État dont 16 femmes<sup>20</sup>, est soumis au débat les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2015 pour approbation. Loin du compte sur la parité, qui n'a pas encore été votée au Portugal, où la pratique, lorsqu'elle est respectée, tend vers les 33 %, le gouvernement est composé de profils et d'expériences solides et complémentaires : des figures expérimentées des gouvernements socialistes précédents, des talents issus de la Jeunesse socialiste<sup>21</sup>, ou encore des intellectuels « sans étiquette » sympathisants, bénéficiant d'un accueil positif dans l'opinion publique. « Ce gouvernement est une garantie pour le peuple portugais »<sup>22</sup>, et devra relever des défis nombreux et difficiles, celui de la solidité de la « belle alliance » parlementaire et l'épée de Damoclès de la dissolution, à l'horizon de juillet 2016<sup>23</sup>.

## Les promesses de la « belle alliance » faites au Portugal

Les défis à relever sont aussi nombreux que les mesures d'austérité prises par les conservateurs. Manuel Alegre<sup>24</sup> exprime clairement ce que vit le peuple portugais dans un texte poétique publié sur les réseaux sociaux le 23 décembre 2013 : « ils ont tout coupé, ils amènent des sermons, des lois et des jours sans avenir, mais ils ne pourront jamais couper le bleu qui habite, ici, et ce que nous sommes ». Des défis incroyables – notamment d'ordre institutionnel liés aux risques du dualisme du système politique portugais – qui n'empêchent pas les engagements d'un programme « minimum », c'est-à-dire sur des points de convergence tels la fin du gel des retraites et du relèvement progressif sur quatre ans du salaire minimum à 600 euros nets (contre 500 euros aujourd'hui). Les tensions internes à la coalition seront sans doute quotidiennes, notamment parce que le Parti communiste portugais est un parti ancré dans une pratique assez « dure » et le Bloc de gauche, parti plus récent qui n'a pas hésité à faire tomber le gouvernement socialiste en 2011. Le chemin sera étroit et fait de négociations constantes. De plus, l'élection d'un nouveau ou nouvelle président(e) de la République le 24 janvier 2016, qui mettrait à la tête de l'État un candidat de droite, accentuerait cette menace de dissolution.

L'économie du Portugal reste, par ailleurs, très vulnérable. Le poids de la dette, la faiblesse de la croissance et le secteur bancaire sont au centre de toutes les inquiétudes. Rappelons les faits concernant l'intervention de la Troïka. Suite à la crise économique qui a touché l'Europe en 2008 et aux grandes difficultés financières qu'a connues le Portugal à cette période, une politique d'austérité a été mise en place au second semestre 2011, en

---

20. [www.portugal.gov.pt/pt/o-governo/secretarios-de-estado.aspx](http://www.portugal.gov.pt/pt/o-governo/secretarios-de-estado.aspx)

21. *Juventude socialista* (Jeunesse socialiste), équivalent des Jeunes socialistes en France.

22. Citation de António Costa lors de son discours de prise de fonction le 26 novembre 2015.

23. Le président de la République, qui sera élu en janvier 2016, pourra dissoudre l'Assemblée six mois après le début de l'exercice de ses fonctions, selon la Constitution.

24. « *Resgate* (Sauvetage) », in *Bairro Ocidental*, 2015. Poète et homme politique portugais, résistant au régime de Salazar, ancien député.



# L'UNION DE LA GAUCHE AU PORTUGAL : UNE « BELLE ALLIANCE »

échange d'un prêt de 78 milliards d'euros de l'Union européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (BCE). Cette politique d'austérité a largement contribué à l'appauvrissement des classes moyennes et des classes sociales les plus précaires, creusant davantage les inégalités sociales. « En ce moment le Portugal est un pays où les politiques économiques sont centrées sur l'assainissement des finances publiques. Il y a eu un coût social très, très élevé » explique Paula Bernardo, numéro deux du syndicat de l'Union générale des travailleurs, dans une déclaration de fin 2013 au *Jornal I*. D'ailleurs, l'émigration des Portugais atteint un nombre impressionnant, semblable à celui « des années du Salto »<sup>25</sup> de la fin des années 60 et 70 vers la France, notamment. L'Observatoire de l'émigration rapporte le chiffre de plus de 800 000 départs depuis la crise économique et financière de 2008 vers les pays voisins européens, et environ 135 000 en 2014 sur les dix millions d'habitants<sup>26</sup>. Il faut ajouter à cela un taux de natalité en baisse. Les infirmiers portugais sont particulièrement appréciés au Royaume-Uni, par exemple. Le Portugal est aujourd'hui le deuxième pays d'Europe dont la population émigre le plus. D'après l'Observatoire de l'émigration, la part de la population qui émigre croît plus rapidement que la population résidente au Portugal. Cette nouvelle émigration massive n'est plus illettrée et rurale mais diplômée et urbaine.

Les coupes budgétaires majeures et drastiques ont rapidement affecté très durement les populations les plus précaires. Aucun état d'âme concernant les secteurs les plus coûteux mais les plus régulateurs de l'inégalité sociale : la santé et l'éducation, la fin des allocations compensatoires aux foyers les plus démunis. Les banques alimentaires et les distributions de plats chauds se sont, d'ailleurs, multipliées de façon honteuse. Les jeunes et les seniors ont été les plus fragilisés et souvent exclus du marché du travail. La crise n'a pas fait émerger de mouvement de forte contestation comme en Espagne et en Grèce. Pourtant, il faut savoir que, depuis 2008, plus de 800 000 emplois ont été détruits au Portugal. Il y a également eu une baisse cumulée de 12 % des salaires au début 2014, donc une perte de pouvoir d'achat considérable, en deçà de 25 % de la moyenne européenne, rapporte le *Jornal dos Negócios*. Les premières coupes budgétaires ont eu pour conséquence la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires entre 2011 et 2014, l'allongement du temps de travail de 35 à 40 h par semaine sans compensation salariale et un salaire minimum qui stagnait à 485 euros mensuels pour connaître une augmentation symbolique de 25 euros à la veille des élections législatives du 4 octobre 2015. De plus, les Portugais ont dû aussi supporter la hausse générale des impôts, le gel des pensions de retraite, ou encore la diminution des remboursements de la sécurité sociale. Alors que le gouvernement portugais se réjouit d'annoncer une baisse du chômage et une légère augmentation de la croissance en 2014, les écarts sociaux se creusent et le Portugal continue de laisser partir les forces vives de son pays, sans arguments de franche résistance. De grands défis sont à relever pour offrir de nouvelles perspectives aux jeunes générations et permettre aux plus anciens de retrouver une vie digne après des années de travail. Le chemin de la guérison est encore

---

25. *Salto* signifie le saut, celui de l'émigration clandestine des Portugais avant 1974, vers la France essentiellement.

26. [www.observatorioemigracao.secomunidades.pt/np4/home.html](http://www.observatorioemigracao.secomunidades.pt/np4/home.html) et <http://observatorioemigracao.pt/np4/4581.html>

long (l'âge de la retraite à taux plein est à 66 ans). Un défi d'ordre social car l'exclusion n'est plus une menace mais une réalité insupportable du quotidien des Portugais qui ont vécu un cauchemar éveillé.

Au-delà de ses frontières, António Costa donne des garanties car il a su négocier avec ses alliés de gauche le respect du cadre budgétaire européen. Il n'est plus question de quitter la zone euro et l'Europe : il existe, en effet, des marges de manœuvre dans un pays où le coût du travail est très faible et où le taux de marge des entreprises portugaises a néanmoins progressé depuis 2008. Cependant, le niveau d'investissement demeure très faible. Antonio Costa a rassuré les partenaires institutionnels extérieurs en nommant deux modérés aux postes économiques : Manuel Caldeira Cabral à l'économie et Mário Centeno aux Finances. « Des messages de sérénité et de confiance envoyés aux principaux partenaires européens, à commencer par l'Allemagne », estime André Macedo pour qui ce gouvernement sera un « gouvernement centriste soutenu par la gauche » écrit le *Diário de Notícias*, en novembre 2015. Manuel Caldeira Cabral pensa et affina un programme qui deviendrait commun à la « belle alliance ».

138 pages organisées en huit chapitres programment la fin de l'austérité, l'engagement pour une Europe nouvelle et solidaire, un État fort, intelligent et moderne, qui donne la priorité à la vie des citoyens, qui valorise le territoire dans son entièreté et lui donne toute la priorité, qui crée plus de cohésion sociale et moins d'inégalités pour faire advenir un Portugal global. Elles ont été votées le 7 novembre 2015, en Conseil national, validées par les instances du Bloc de gauche le 5 et le 8 novembre par le Comité central du Parti communiste, pour faire de la XIII<sup>e</sup> législature du vingt-et-unième gouvernement « un temps nouveau pour le Portugal et pour les Portugais »<sup>27</sup>.

Les mesures concrètes seront débattues, soumises au débat parlementaire, et votées les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2015. Des mesures immédiates sur les salaires ont été prises : pensions revalorisées au niveau d'avant l'austérité, notamment celles du secteur public et de la fonction publique d'ici le dernier trimestre 2016, et salaire minimum fixé à 600 euros d'ici 2019. Combat pour l'emploi : la TSU (Taxe sociale unique qui alimente le budget de la sécurité sociale), de l'ordre de 11 % sur le salaire brut des salariés, sera allégée jusqu'à 4 points, notamment sur les salaires en dessous de 600 euros. Pas de baisse du côté patronal, par contre, qui restera à hauteur de 23,75 %. La perte en recettes sera compensée par l'État. « *Regime conciliatório* » revisité qui facilitait les CDD à répétition et les licenciements abusifs. En termes de fiscalité, il est prévu de revenir sur l'assiette de l'impôt sur le revenu, prélevé à la source, l'IRS, et d'appliquer une clause de sauvegarde contre l'augmentation de l'IMI, la taxe foncière. La TVA sera réduite de 23 % à 13 %. L'accès à un tarif social pour l'électricité pour les familles les plus modestes est garanti. Les concessions et privatisations des transports publics à Lisbonne et à Porto en cours et la fusion de groupes privés pour la gestion de l'eau imposée aux municipalités ont été

---

27. António Costa dans son discours de prise de fonction, le 26 novembre 2015.

# L'UNION DE LA GAUCHE AU PORTUGAL : UNE « BELLE ALLIANCE »

annulées. L'État restera majoritaire au capital de la TAP (34 % aujourd'hui et 5 % pour les salariés). Du côté de la santé, la réduction de taxes directes (*taxas moderadoras*), voire l'annulation complète de ces charges pour les assurés selon les conditions de revenus est envisagée. Du côté de l'éducation, la scolarisation à l'âge de 3 ans devient obligatoire, le nombre d'élèves par classe baissera pour renforcer l'action sociale en milieu scolaire. Le corps enseignant sacrifié sera traité à la hauteur de sa vocation : former à un métier et former les citoyens, en commençant par les recrutements par concours qui avaient été presque abandonnés. Les quatre jours fériés historiques seront de nouveau d'actualité. Par contre, aucune mention sur la réforme du système électoral avec la création de circonscriptions à vocation uninominale. Enfin, le document prévoit une stagnation du déficit autour de 2,8 % du PIB en 2016, en tablant sur 44,1 % de recettes et de 47 % de dépenses, sans présenter d'estimations précises sur la croissance économique. Une politique de gauche ambitieuse est ainsi en marche.

En ces temps d'une gravité inouïe en France, en Europe et dans le monde entier, ces mots forts du résistant Manuel Alegre, prononcés en 2011, en campagne électorale résonnent encore : « c'est un combat de vie ou de mort pour la démocratie ». Cette « belle alliance » parlementaire est inédite et porte un espoir fondé, sérieux, capable de rendre toute la dignité volée aux Portugais, à tous les Portugais, ceux du Portugal continental, insulaire, et aux six autres millions qui vivent à l'étranger, sur les cinq continents, acteurs pourtant essentiels de ce Portugal global que le Premier ministre du Portugal, chef du gouvernement, souhaite honorer, contraints hier et aujourd'hui de partir pour une vie meilleure. Ce combat pour la démocratie est celui des socialistes mais aussi celui de tous ceux qui aiment la démocratie. À quand une « belle alliance » en France ?